NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

1.Codex

Janvier 2021

Par Tigrane Yegavian

Haute-Karabagh : patrimoine en péril

[Veuillez trouver l'article en pièce jointe]

2.Courrier International

13 Janvier 2021

Le chiffre du jour.

L'Arménie accuse des pertes abyssales dues au conflit dans le Haut-Karabakh

L'Arménie accuse des pertes abyssales dues au conflit dans le Haut-Karabakh (courrierinternational.com)

Un économiste arménien a chiffré le montant total, pour son pays, des pertes humaines, territoriales, matérielles, environnementales et culturelles dues au récent conflit militaire qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan et s'est soldé par la capitulation d'Erevan.

Pas moins de 38,4 milliards de dollars, c'est le montant des pertes et dommages *"subis par le peuple arménien en raison de la politique du Premier ministre Nikol Pachinian"*, coupable

perdant de la deuxième guerre dans le Haut-Karabakh (27 septembre-9 novembre 2021), rapporte le journal arménien en ligne **Verelq.**

4 500 morts et disparus, 13 000 handicapés

Mesrop Manoukian, économiste et membre du Conseil d'administration de la Fondation assurance des militaires, détaille : les quarante-quatre jours de combats ont causé la mort ou la disparition de 4 500 personnes et en ont rendu 13 000 autres handicapées. *"La vie d'un citoyen coûte 3,1 millions de dollars, selon le Conseil de l'Europe,* explique-t-il, *nous obtenons donc 7 milliards de dollars en pertes humaines."*

S'y ajoutent les 150 millions de dollars investis par le fond panarménien Aïastan au fil des années sur les territoires passés sous le contrôle de l'Azerbaïdjan en vertu de l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre dernier.

Les pertes causées au système de défense du pays sont estimées à 2 milliards, celles liées à la cession du gisement d'or Sotk à Bakou s'élèvent à 8 milliards. Dix des quinze gisements de métaux récupérés par Bakou rapportaient 1 milliard de dollars aux Arméniens.

Le système bancaire du Haut-Karabakh enregistre une perte de 1 milliard de dollars. Par ailleurs, le contribuable arménien devra assumer la somme de 1,2 milliard de dollars due à la Fondation assurance des militaires, qui doit verser les soldes aux soldats et à leurs familles.

La valeur des centrales hydroélectriques abandonnées aux Azerbaïdjanais est de 600 millions de dollars, *"sans compter la perte de l'électricité bon marché [qu'elles fournissaient] aux habitants"*. Les pertes dans les infrastructures (eau, gaz, électricité, irrigation, routes) s'élèvent à 2 milliards.

Des pertes territoriales "inestimables"

"Chaque année, l'Artsakh [nom arménien du Haut-Karabakh] récoltait 150 000 tonnes de céréales, élément clé de la sécurité alimentaire", poursuit Manoukian. *"Les meilleurs fruits et légumes"* arrivaient en Arménie du Karabakh (dont le nom, d'origine persane, signifie "jardin noir"), pour un montant total de 300 millions. Tout cela est perdu, car l'Azerbaïdjan a récupéré 95 000 hectares de terres arables. Enfin, l'élevage rapportait aux Karabakhtsis 3 milliards de dollars par an. S'y ajoutent les revenus perdus de l'usine viticole Kataro et le producteur de tabac Masis Tobacco : 100 millions.

“Le dommage moral causé à la population peut être estimé à 3 milliards, les dommages causés à l’environnement – forêts, ressources aquatiques et habitations –, à 7 milliards”, estime encore l’expert. Quant aux pertes territoriales du Haut-Karabakh, dont les Arméniens ont dû abandonner les deux tiers, et qui comprennent des monuments historiques, *“elles sont inestimables”,* conclut - Manoukian.

Alda Engoian

3.Courrier International

10 Janvier 2021

Guerre.

Haut-Karabakh : le cessez-le-feu provoque la fureur des Arméniens

Haut-Karabakh : le cessez-le-feu provoque la fureur des Arméniens (courrierinternational.com)

Un accord de cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh a été signé dans la nuit du 9 au 10 novembre entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan, avec la médiation de la Russie. Une signature perçue comme une trahison par nombre d’Arméniens, qui ont aussitôt envahi le siège du gouvernement et le Parlement.

“La Russie a stoppé la guerre dans le Haut-Karabakh”, clame le journal russe **Vzgliad,** qui constate que Moscou *“devient le garant de la sécurité dans la région”.* Cette *“nouvelle architecture”* fait qu’Erevan se retrouve *“dans une dépendance militaire totale”* vis-à-vis de la Russie, désormais *“seule en position d’empêcher l’Azerbaïdjan de récupérer la totalité du territoire du Haut-Karabakh”,* analyse le quotidien proche du Kremlin.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, avec la médiation de la Russie, l’Arménie et l’Azerbaïdjan, en guerre depuis le 27 septembre, se sont accordés pour faire taire les armes dès minuit (heure de Moscou) dans le Haut-Karabakh. Les belligérants conservent les positions conquises avant la signature de l’accord. Ce dernier prévoit en outre le déploiement, pour une durée de cinq ans reconductibles, de 1 960 soldats russes de maintien de la paix.

Une opération qui a débuté aussitôt. Ces soldats ont pris position sur le pourtour du Haut-Karabakh et le long du corridor de Latchin, le cordon ombilical de 5 kilomètres entre la République indépendantiste et l'Arménie. Leur état-major sera basé à Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh. Le cessez-le-feu a permis, insiste *Vzgliad, "d'empêcher une catastrophe pour les Arméniens",* dont les forces étaient en nette position de faiblesse face à la machine de guerre déployée par l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie.[Cet article est réservé aux abonnés]

Alda Engoian

4.Le Figaro

11 Janvier 2021

Chournoukh, village balafré par la frontière

REPORTAGE – Ce hameau se retrouve coupé en deux après l'offensive de Bakou contre le Haut-Karabakh.

Par Marine de Tilly

[Veuillez consulter l'article complète en pièce jointe]

5.France-Arménie

Janvier 2021

Par Arménag Bédrossian

Une gestion controversée du Fonds Himnatram

C'est un pavé dans la mare qu'a lancé le président Armen Sarkissian le 6 décembre, en demandant des comptes au Fonds panarménien Himnatram. En cause, le versement de près de 90 millions d'euros du Fonds au budget de l'Etat arménien.

C'est une décision prise en catimini fin septembre, alors que les yeux étaient focalisés sur le début de la guerre d'Artsakh, qui a mis le feu aux poudres : le versement par le Conseil

d’administration du Fonds panarménien Himnatram qui a centralisé les dons de toute la Diaspora pour venir en aide à l’Artsakh, au budget de l’Etat d’Arménie d’une somme de 52,7 milliards de trams (90,2 millions d’euros). Quoi de répréhensible pourrait-on dire ? C’est qu’en fait, les statuts du Fonds ne permettent pas une telle opération, puisque c’est lui qui doit décider de l’affectation des sommes récoltées pour tel ou tel projet. Or dans ce cas de figure, cela a alimenté un compte dédié du Trésor public pour faire face aux dépenses courantes de l’Etat arménien. Dans une lettre officielle adressée à tous les membres du Conseil d’administration du Fonds Himnatran dont il occupe la présidence, le président de la République d’Arménie Armen Sarkissian, indique qu’il s’est opposé à ce transfert mais n’a pas été suivi par les autres membres. Pour lui, le problème provient du fait que les donateurs ont fait des dons pour venir en aide à l’Artsakh pas pour financer le paiement des salaires des fonctionnaires arméniens ou encore la guerre, ce qui serait non seulement contraire à ses statuts mais ferait aussi courir le risque de son interdiction dans un certain nombre de pays dont par exemple la France ou les Etats-Unis. Dans sa lettre, Armen Sarkissian indique : “En tant que Président du Conseil d’administration du Fonds Arménien, je suis profondément préoccupé par le fait qu’en raison du transfert au gouvernement des sommes offertes au Fonds Arménien par nos compatriotes et parents, il y ait eu une certaine méfiance et un mécontentement à l’égard des activités du Fonds… Les donateurs ont des soupçons d’abus de confiance. La conséquence de tout cela, la réputation du Fonds Arménien pourrait être mise en danger, ainsi que la collecte et le don de fonds pour de futurs programmes”. Le gouvernement arménien lui a répondu sans en apporter la preuve jusqu’à présent, que ces fonds ont été utilisés pour les dépenses de santé ou d’aide aux réfugiés, ce qui n’a fait que renforcer les soupçons de détournement de l’objet du Fonds. Pour retrouver la confiance des investisseurs, le Président de la République d’Arménie a donc exigé du gouvernement de Nikol Pachinian la présentation d’un rapport clair, détaillé et transparent, sur les dépenses effectuées avec les sommes transférées par le Fonds Himnatram, et que ce rapport soit rendu public le plus tôt possible. Il a par ailleurs demandé, en tant que Président du Conseil d’administration, un audit international du Fonds Himnatram. Dans sa conclusion, Armen Sarkissian considère que la bonne méthode aurait dû, comme il l’avait demandé visiblement sans être entendu par les représentants du gouvernement arménien, de considérer ces sommes comme un prêt temporaire fait par le Fonds Himnatram à l’Etat arménien, ce qui lui permettait d’en conserver la propriété et l’usage définitif. “La restitution du budget du Fonds permettra au Conseil d’administration de prendre en compte les avis et suggestions des administrateurs, des donateurs, et de décider de l’orientation des dépenses. […] le Fonds doit être une structure absolument apolitique, exempte du moindre soupçon” conclut le Président arménien. Une gestion peu orthodoxe comptablement du Fonds Himnatram par le gouvernement Pachinian, qui serait aussi à l’origine du lâchage de Nikol Pachinian par l’UGAB

et l'Eglise arménienne pour rejoindre le mouvement demandant sa démission.

6.France-Arménie

Janvier 2021

Par Sévane Garibian

Le Haut-Karabagh, questions de survie

[Veuillez consulter l'article en pièce jointe]

7.France-Arménie

Janvier 2021

Par Vicken Cheterian

Causes et conséquences de la défaite

[Veuillez consulter l'article en pièce jointe]

8.Les Nouvelles d'Arménie

13 Janvier 2021

Tout ça pour ça, par Ara Toranian

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=74673

Cruelle situation que celle laissée par la dernière guerre au Haut-Karabakh. Le sang n'avait pas encore séché que les dirigeants des pays belligérants se voyaient sommer de se rencontrer à Moscou le 11 janvier pour dessiner les contours économiques du futur Caucase que l'on nous promet rayonnant.
Comme quoi, quand Poutine souhaite aller vite, ce qui n'a pas été le cas durant les six semaines du conflit, il sait faire. On le constate depuis au moins le 9 novembre, date de la signature du cessez-le-feu, qui s'est traduit par l'envoi de 2000 soldats russes sur la ligne de contact lors des deux jours qui ont suivi.

Cette première rencontre au sommet Pachinian-Aliev-Poutine, source de nombreuses rumeurs, était attendue avec quelque nervosité côté arménien. Certains n'hésitant pas à

colporter les jours précédents de faux bruits selon lesquels leur Premier ministre se verrait imposer un accord infamant avec la Turquie qui l'obligerait à abandonner toute revendication relative au génocide. Il n'en a rien été, le maître du Kremlin n'ayant pu obtenir de ses interlocuteurs que leur feu vert de principe sur la mise en place d'un plan de travail portant sur l'élargissement du réseau de transport régional, qui ne pourra cependant être mis en œuvre qu'après la libération des prisonniers arméniens et la restitution des corps, selon Pachinian et Arman Tatoyan, défenseur des droits de l'homme.

Ce projet vendu par Poutine comme « gagnant-gagnant », permettrait à l'Azerbaïdjan d'avoir une voie de circulation (probablement ferroviaire) avec le Nakhitchevan via le Siunik arménien tandis que l'Arménie obtiendrait, outre la sécurisation du couloir de Latchine vers la République du Haut-Karabakh, des voies de passage terrestres sur le territoire azerbaïdjanais en direction de la Russie et de l'Iran.En permettant l'accès de la Turquie sur la Caspienne, ces tracés revêtiraient en outre l'avantage d'enlever de sa substance à la menace militaire turque sur le sud de l'Arménie et de ramener à de plus justes proportions le poids de la Géorgie dans le réseau de communication du Caucase. Une révision à la baisse de la position géostratégique de ce pays qui ne serait pas pour déplaire à ses voisins, dépendants de son bon vouloir pour leurs liaisons avec l'Europe où la Russie, et à Moscou, toujours en délicatesse avec cet Etat qui aura bien profité du blocus sur l'Arménie.

Quid de la Turquie dans ce jeu ? Après avoir joué un rôle moteur dans l'agression azerbaïdjanaise, il semblerait qu'Ankara montre soudainement patte blanche, si l'on en juge par les propos de son MAE Mevlut Cavusoglu qui a déclaré le 8 janvier au quotidien Hurriyett que son pays serait prêt à « normaliser » ses relations avec l'Arménie. Sans en dire plus sur les conditions de cette soudaine « générosité ». Et sans que l'on sache si cette offre résulte d'une entente globale avec la Russie dans le cadre des discussions en cours ou d'une manœuvre opportuniste visant à redorer le blason turc auprès de l'Occident, après les sanctions des Etats-Unis et de l'Europe à la mi-décembre, les querelles avec la France, et la fin de mandat de Donald Trump, allié et protecteur d'Erdogan.

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'Aliev ne se serait pas engagé dans ces discussions avec Poutine et Pachinian sans l'aval de son suzerain turc. Ce qui semble indiquer qu'Erdogan n'est pas prêt pour l'heure à poursuivre les hostilités, que ce soit en raison des limites imposées par la Russie (garante par un accord stratégique de l'intégrité territoriale de l'Arménie), du poids des combats sur son économie en crise, d'un autre agenda militaire (intervention anti-kurde possible en Irak) ou parce qu'il estime tout simplement avoir rempli à ce stade ses objectifs de guerre avec le retour à l'Azerbaïdjan des régions concédées lors du cessez-le-feu de 1994.

Cette victoire turco-azérie revendiquée contre l'Arménie est toutefois moins nette qu'il n'y paraît, étant donné que la République du Haut-Karabakh n'a pas abdiqué, qu'elle est aujourd'hui militairement protégée par une force d'interposition (fait unique dans son histoire), et que la question de son statut reste ouverte à la discussion dans le cadre d'un format de pourparlers à définir, après la mise entre parenthèses du processus de négociation diligenté par le Groupe de Minsk, seul détenteur d'un mandat international pour trouver une issue légale au contentieux. Pas de quoi pavoiser à Ankara ni à Bakou, donc.

Aussi, bien que le bilan humain de cette agression soit terrifiant, la situation telle qu'elle se présente explique dans une certaine mesure la déclaration de Pachinian qui avait estimé au lendemain du 9 novembre que le cessez-le-feu ne pouvait être considéré ni comme une victoire ni comme une défaite pour la partie arménienne, nonobstant bien sûr le nombre de morts. Lequel doit être cependant comparé à celui à peu près équivalent des pertes djihadisto-turco-azéries, très lourd aussi malgré l'usage des drones en première ligne.

Il ressort de cette tragédie que c'est toute une génération qui a été sacrifiée de part et d'autre de la ligne de front, du fait de l'instransigeance du régime Aliev qui a préféré conquérir par la guerre les territoires qu'il aurait pu obtenir par la négociation à plusieurs reprises, comme au sommet de Kazan en 2013. Le plan Lavrov prévoyait alors la restitution de l'ensemble des régions « occupées » contre le droit à l'autodétermination de la population du Haut-Karabakh, sécurisée par la mise en place d'une force d'interposition russe. Cet accord, accepté à l'époque par Erevan, avait été rejeté à la dernière minute par le régime Aliev, lequel n'a in fine guère gagné davantage avec son offensive du 27 septembre, si ce n'est la satisfaction d'avoir donné libre cours à ses bas instincts, dans la grande tradition du nationalisme turc. Un défoulement barbare qui était sans doute pour lui la condition d'un retour à plus de sérénité, si ce n'est à plus de réussite dans son projet, resté vain à ce jour, de « turquification » du Haut-Karabakh. Même si l'on s'en rapproche, ce ne sera pas encore pour cette fois, malgré l'emploi des grands moyens…

9.Nor Haratch-Hebdo

14 Janvier 2021

Gorbatchev pour une résolution « sans gagnants ni perdants » au confl it du Haut-

Karabagh

L'ancien président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev a déclaré espérer que la Russie sera en mesure d'aider à parvenir à une résolution du confl it du Haut-Karabagh. « C'est une question très diffi cile », a déclaré Gorbatchev dans un entretien à RIA Novosti. « C'est un vieux problème dont les racines remontent au passé. Quand cela a commencé, nous avons essayé d'aider les deux républiques, les deux nations, à trouver une solution. » Gorbatchev, qui dirigeait l'Union soviétique lorsque le confl it du Haut-Karabagh a éclaté, a déclaré que maintenant, alors que les actions militaires sont interrompues, le confl it ne doit pas rester sans solution pendant une autre décennie et que de nouveaux efforts doivent être faits pour trouver une solution. « J'espère que la Russie pourra apporter son aide, mais les parties au confl it ont le rôle principal. L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont engagés à tenir des pourparlers en vue de résoudre ce confl it. Une résolution doit répondre aux intérêts des deux parties, sans gagnants ni perdants », a déclaré Gorbatchev.

10.Nor Haratch-Hebdo

14 Janvier 2021

La mise en œuvre réussie du plan Lavrov

Le président russe Vladimir Poutine met en œuvre scrupuleusement les points de la déclaration trilatérale de cessez-le-feu conclue le 9 novembre. Il a organisé le 11 janvier à Moscou une réunion trilatérale consacrée au 9e point de la déclaration : l'établissement de liens économiques et le déblocage des axes de communication entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Russie, sans pour autant avoir pu imposer l'exécution intégrale des points 1 à 8, notamment le dernier, concernant l'échange de prisonniers de guerre. À la fin de la réunion, la déclaration conjointe composée de quatre points a annoncé la formation d'un « Groupe de travail » entre les gouvernements des trois pays pour la formulation des propositions et les moyens concrets de leur mise en œuvre. Poutine montre un empressement à mettre en œuvre les neuf points du cessez-le-feu. Plus tôt les mesures définies par la déclaration de cessez-le-feu seraient exécutées, sans impliquer les autres médiateurs du groupe de Minsk, plus la participation des envoyés américains et français sera dénuée de sens et mieux il pourra atteindre le véritable objectif du plan Lavrov, à savoir d'endiguer la présence occidentale dans le Caucase et de limiter leurs leviers d'influence, en isolant la Géorgie et semer la zizanie dans les relations entre la Turquie et l'Occident. Le plan Lavrov reprend certains des principes de Madrid les plus importants adoptés par le Groupe de Minsk : le

transfert des sept régions entourant le Haut-Karabagh, l'établissement de l'axe routier de Latchine reliant l'Arménie à l'Artsakh, le déploiement de soldats de la paix internationaux, le retour des populations déplacées et le déblocage des axes de communication. La mise en œuvre réussie du plan Lavrov À la seule différence majeure que le plan Lavrov prévoit le déploiement de soldats de la paix russes, et non internationaux, mais aussi un élément nouveau, l'implication de la Turquie comme médiateur, en lieu et place des États Unis et de la France. Les décisions de la Russie ne donnent que partiellement satisfaction à l'Azerbaïdjan qui, en tant que puissance victorieuse, souhaiterait imposer sa volonté et sa suprématie à l'Arménie et à l'Artsakh. Cependant, depuis la fin de la guerre, Poutine a évoqué à plusieurs reprises avec sévérité l'incident de l'hélicoptère russe abattu au-dessus de l'Arménie et s'est étonné que l'Arménie n'ait pas encore reconnu la République d'Artsakh. Une manière de rappeler à Aliev qu'il doit accepter de se plier à ses exigences et réaliser le plan Lavrov. Ces rappels semblent avoir fait mouche. La preuve en est que la réunion trilatérale de Moscou s'est déroulée comme l'avait prévu Poutine. Et la récente déclaration en quatre points reflète exactement la mise en œuvre du neuvième point de l'accord de cessez-le-feu élaboré par la Russie. Pachinian semble comprendre parfaitement le jeu de Poutine. Malgré les déclarations du président français Emmanuel Macron pour clarifier le statut de la République d'Artsakh, Pachinian suit à la lettre la feuille de route de Poutine, ne rappelant que les attentes de l'Arménie concernant le retour des prisonniers de guerre et le statut de l'Artsakh. Pendant la guerre, les espoirs du Premier ministre envers l'Occident – mais aussi la Russie – se sont évaporés. Et aujourd'hui, force est de constater que c'est bien la Russie qui dicte les règles du jeu d'une main de maître. J. Tch.

11.Nor Haratch-Hebdo

14 Janvier 2021

Aliev déclare Chouchi capitale culturelle de l'Azerbaïdjan

Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, a déclaré Chouchi capitale culturelle de l'Azerbaïdjan. « Je déclare Choucha capitale culturelle de l'Azerbaïdjan, Choucha le mérite », a déclaré Aliev, la semaine dernière, lors d'une réunion avec son ministre de la Culture, Anar Kerimov. Selon Aliev, des travaux ont déjà commencé pour restaurer les monuments religieux et culturels azerbaïdjanais de la ville. « Sur mes instructions, une importante délégation a été envoyée là-bas. Nous devons inspecter le parc de logements, les monuments historiques, calculer avec précision les dégâts et commencer à restaurer Choucha », a déclaré le président azerbaïdjanais

12.Nor Haratch-Hebdo

14 Janvier 2021

Pachinian convaincu de l’approfondissement des relations arméno-russes

Le Premier ministre Nikol Pachinian s'est dit convaincu que l'Arménie et la Russie tisseront des liens encore plus étroits après la récente guerre au Haut-Karabagh, après avoir rencontré le président russe Vladimir Poutine lundi à Moscou. Les deux hommes ont eu des entretiens séparés après la réunion trilatérale Poutine-Pachinian-Aliev. Dans ses remarques liminaires lors des pourparlers, Pachinian a de nouveau salué le rôle de Poutine dans l’arrêt des hostilités de six semaines qui ont fait des milliers de morts. « Bien sûr, votre contribution personnelle au processus de paix [dans le confl it du Haut-Karabagh] a toujours été perceptible, surtout maintenant, après les événements connus », a-t-il dit. « Je suis convaincu que dans le contexte de ces événements, les relations entre l'Arménie et la Russie vont s'approfondir. » « La Russie a été et reste notre principal allié stratégique dans le domaine sécuritaire », a ajouté le dirigeant arménien. « Nos relations étaient, sont et resteront certainement interalliées à tous égards », a déclaré Poutine, pour sa part, notant qu'en dépit de la pandémie de coronavirus et de la guerre du Karabagh, le commerce russo-arménien a augmenté de près de 4% en janvier-octobre 2020. Pachinian a annoncé son intention d'approfondir davantage les relations russo-arméniennes dans un discours télévisé à la nation diffusé le soir du Nouvel An. Il a déclaré que son pays avait besoin de « nouvelles garanties de sécurité ».

13.Le Point International

12 Janvier 2021

Turquie : Erdogan souhaite « remettre sur les rails » les relations avec l’Europe

Turquie : Erdogan souhaite « remettre sur les rails » les relations avec l’Europe – Le Point

Cette main tendue du président turc à l’endroit du Vieux Continent intervient

après plusieurs mois de fortes tensions entre les deux puissances.

Vers une désescalade entre la Turquie et le Vieux Continent ? Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit prêt, mardi 12 janvier 2021, à « remettre sur les rails » les relations entre la Turquie et l'Union européenne, traversées par de fortes tensions sur de nombreux dossiers, notamment l'exploration d'hydrocarbures en Méditerranée orientale. « Nous sommes prêts à remettre nos relations sur les rails », a-t-il déclaré lors d'un discours devant les ambassadeurs des pays de l'UE en poste à Ankara. Et l'homme fort de Turquie de poursuivre : « Nous espérons que nos amis européens montreront la même volonté. »
En décembre 2020, les dirigeants de l'Union européenne, réunis en sommet à Bruxelles, ont décidé de sanctionner les actions « illégales et agressives » de la Turquie en Méditerranée contre la Grèce et Chypre. Le sommet de l'UE a adopté des sanctions individuelles censées viser des personnes impliquées dans les activités d'exploration menées par la Turquie en Méditerranée orientale. Ces travaux d'exploration gazière menés par la Turquie dans des zones maritimes disputées avec la Grèce et Chypre étaient depuis des mois au centre de tensions. La crise entre Athènes et Ankara s'est intensifiée avec le déploiement en août par la Turquie du navire de recherche sismique Oruç Reis dans les zones disputées.

Appels au dialogue

Depuis plusieurs semaines, les responsables turcs multiplient les appels au dialogue avec les Européens pour régler les sujets de tension, qui, outre la dispute maritime gréco-turque, portent notamment sur le rôle de la Turquie dans les conflits en Syrie, en Libye et plus récemment au Haut-Karabakh. « Faire de 2021 une année de succès pour les relations entre l'UE et la Turquie est à notre portée. Nous pouvons y arriver en travaillant avec une vision à long terme, loin des préjugés et des appréhensions », a encore dit Recep Tayyip Erdogan mardi.

Le chef d'État a demandé aux diplomates européens, qu'il a reçus dans le complexe présidentiel à Ankara, leur « soutien » pour « ouvrir une nouvelle page dans les relations entre la Turquie et l'Union européenne ». Ses déclarations surviennent au lendemain de l'annonce de la reprise, le 25 janvier à Istanbul, des discussions exploratoires entre la Turquie et la Grèce en vue de régler leur dispute au sujet de l'exploration d'hydrocarbures en Méditerranée orientale. « Nous pensons que ces discussions avec la Grèce peuvent inaugurer une nouvelle ère », a estimé M. Erdogan.

14.9 Lives Magazine

11 Janvier 2021

Guerre d'Artzakh, Rencontre avec le photographe Antoine Agoudjian – 9 Lives Magazine (9lives-magazine.com)

Guerre d’Artzakh, Rencontre avec le photographe Antoine Agoudjian

Nous sommes le 27 septembre 2020, lorsque de violents affrontements éclatent entre arméniens et azerbaïdjanais dans le région du Haut Karabakh. Une région sous tension, vivant dans un conflit gelé depuis plus de 25 ans. Cette guerre, qui fera des milliers de morts, durera jusqu’au 9 novembre 2020, date de la signature d’un cessez le feu entre la Russie, l’Azerbadjian et l’Arménie. Après sa capitulation face à l’Azerbaïdjan, l’Arménie sombre dans une grave crise politique. Antoine Agoudjian, a couvert ce conflit “perdu d’avance” face à une alliance surprise turco-azerbaïdjanaise…

Pour comprendre ce conflit qui éclate à l’automne dernier, il faut remonter au début du siècle passé. Faisant face au génocide perpétré par le gouvernement des Jeunes-Turcs, l’Arménie est affaiblie et subit sa soviétisation en 1920. Joseph Staline décide alors de céder cette région montagneuse de l’Artzakh (aussi appelé Haut Karabakh) à l’Azerbadjian. Des terres pourtant historiquement liées à l’Arménie depuis l’antiquité. À la fin des années 80, Mikhaïl Gorbatchev a reconnu publiquement les erreurs du dictateur, et notamment la cession arbitraire de certains territoires, dont l’Artzakh fait partie. Les arméniens ont ainsi revendiqué leurs terres de façon pacifiste, générant des conflits avec leurs voisins azerbaïdjanais. C’est en 1991, que le territoire déclare son indépendance par référendum, déclenchant une guerre avec l’Azerbaïdjan. Un conflit stoppé en 1994 par un cessez-le feu. Cette trêve, de plus de 25 ans, aura tout de même été marquée par des tensions et des affrontements entre indépendantistes arméniens et azerbaïdjanais. Cette seconde guerre qui a débuté le 27 septembre dernier, se soldera par un nouveau cessez-le feu mais en vertu de cet accord, l’Arménie doit céder la région à l’Azerbaïdjan.

Lorsqu'Antoine Agoudjian arrive sur le territoire, cela fait deux semaines que les bombardements éclatent, il arrive sur un conflit sans réelle zone de front. Ayant couvert de nombreuses guerres ces cinq dernières années, le photographe se rend compte de l'évolution des offensives armées par la technologie "avec les drônes, les bombardements, la ligne de front est partout". La région a très rapidement été désertée par la population civile, seuls sont restés les militaires et de nombreux les arméniens sont venus pour leur prêter main forte face à des armées plus fournies en terme d'effectif et d'armement.

"Selon moi, cette guerre était perdue d'avance. D'un point de vue de l'effectif tout d'abord, l'armée arménienne ne réunit pas plus de 20 à 30000 soldats, face à une armée azerbaïdjanaise constituée de plus de 100000 soldats. De plus, l'armée turque s'est joint à l'offensive. Ils ont également fait appel à des djihadistes de Syrie, du Pakistan, voire même

de Tchétchénie. Même si la résistance arménienne a été farouche, les multiples et successives attaques ont condamné la victoire des arméniens.".

L'une des grosses problématiques de ce conflit est que les frontières n'ont jamais été réellement définies au moment où cette enclave a été rattachée à l'Arménie. Il est aujourd'hui difficile d'en connaître les contours réels, puisque de facto, cette région rentre en Azerbaïdjan. On assiste donc à des zones entières, comme certains villages situés dans le sud de l'Arménie, qui sont récupérées par l'Azerbaïdjan. Le contenu de l'accord tripartite entre Russie, Arménie et Azerbaïdjan n'ayant pas été divulgué, les arméniens sont dans le flou et la sidération.

"Les Arméniens n'imaginaient pas que leur alliée, la Russie, autoriserait l'armée turque à se déployer sur le territoire pour les affronter. N'oublions pas que la Turquie a orchestré le génocide des arméniens il y a un siècle. C'est comme si l'Allemagne attaquait Israël. Voilà ce qui s'est produit dans la conscience collective. Et ceci a été toléré par tout le monde. Les arméniens se sont retrouvés seuls !"

Le photographe a consacré une grande partie de son travail photographique à retranscrire en images la mémoire arménienne. Depuis plus de 30 ans, Antoine Agoudjian "*poursuit des fantômes*", comme il le raconte. Il appartient à une génération qui a connu les rescapés du génocide arménien, de près ou de loin. À l'époque, cette partie de l'histoire était dépourvue d'images, hormis quelques photographies, seuls les récits des rescapés subsistaient de cet effroyable massacre. Grâce à la photographie, Antoine Agoudjian a pu reconstituer l'imaginaire de cet événement. Et cette guerre d'Artzakh a reconstitué, en images, l'histoire de ce génocide : "*J'avais le sentiment que le temps n'existait plus, je me retrouvais, il y a cent ans, pendant le génocide*".

Veuillez consulter la vidéo sur :

Guerre d'Artzakh, Rencontre avec le photographe Antoine Agoudjian – YouTube

---

15. France Info

10 Janvier 2021

"Cela fait des mois que la Turquie ne se comporte pas comme un allié", affirme Florence Parly, qui attend des "actes" (francetvinfo.fr)

"Cela fait des mois que la Turquie ne se comporte pas comme un allié", affirme Florence Parly, qui attend des "actes"

Les relations entre la France et la Turquie se sont dégradées l'an passé. La ministre des Armées espère que la situation va évoluer.

"*Cela fait des mois que la Turquie ne se comporte pas comme un allié*", a déclaré sur France Inter la ministre des Armées, Florence Parly, invitée de "Questions Politiques" dimanche 10 janvier, alors que les relations entre les deux pays se sont dégradées progressivement depuis l'an dernier.
"*Formellement, la Turquie est membre de l'Alliance atlantique, mais cela fait des mois que la Turquie ne se comporte pas comme un allié et nous l'avons fait savoir. Et pendant plusieurs mois, nous avons été bien seuls au sein de l'Alliance atlantique pour le dire*", a poursuivi la ministre des Armées. "*Nous l'avons d'autant plus fait savoir que des manœuvres très désagréables avaient été faites à l'encontre d'un navire Français en Méditerranée*", a-t-elle ajouté en évoquant Le Courbet, ce navire français au large de la Libye en juin 2020 qui a fait l'objet de trois "*illuminations radar*" de la part d'un navire turque. Il s'agit d'un acte considéré comme hostile. Ankara avait de son côté démenti.

"Il faut que les paroles soient suivies d'actes"

"*Depuis, les choses ont évolué. Il y a d'abord eu une intervention du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo au début du mois de décembre, dans le cadre de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Otan, qui a marqué aussi sa désapprobation quant au comportement de la Turquie*". Florence Parly précise qu'il y a déjà eu "*des sanctions qui ont été prises par les Européens au mois de décembre et le président Erdogan aurait fait des déclarations selon lesquelles il souhaiterait reprendre sur un autre ton ses relations avec l'Union européenne*".
"*Maintenant, il faut que les paroles soient suivies d'actes*", a-t-elle tranché. La Turquie s'est en effet dite prête à "*normaliser*" ses rapports avec la France si elle est "*sincère*", par la voie de son ministre turc des Affaires étrangères, au début de ce mois de janvier.

16.Les Nouvelles d'Arménie

13 Janvier 2021

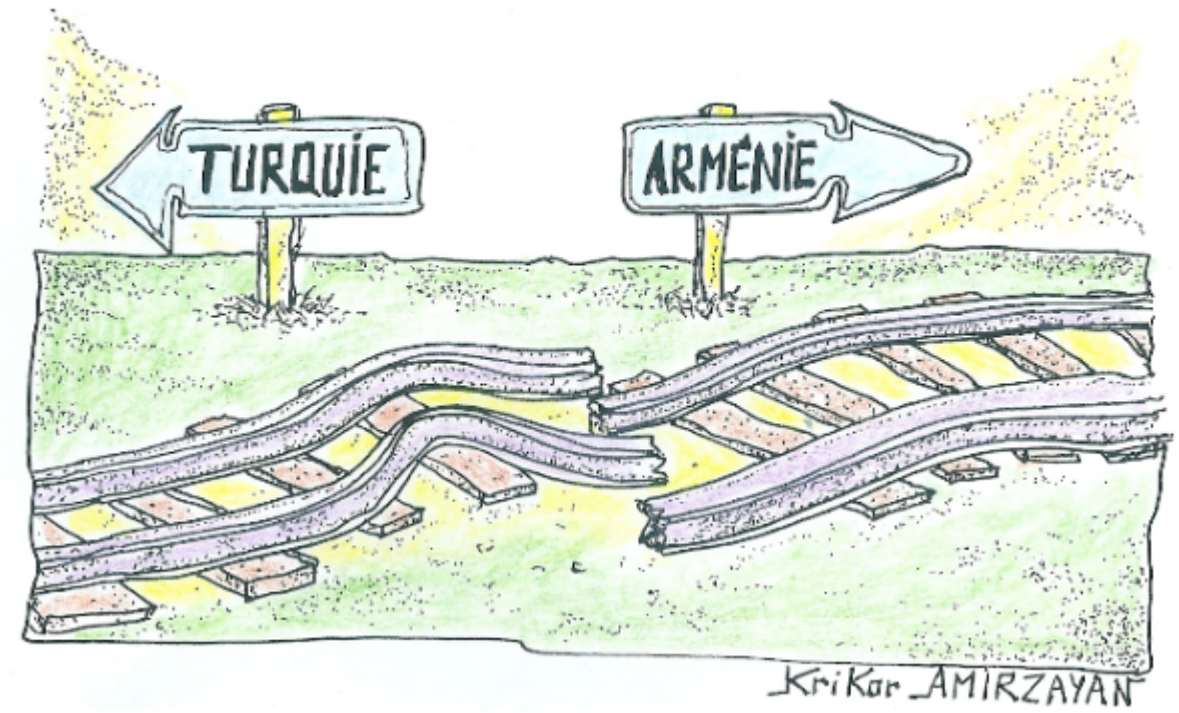
Le Président chinois Xi Jinping souhaite un prompt rétablissement à son homologue arménien Armen Sargsyan

Xi Jinping, le Président de la République populaire de Chine a envoyé une lettre à son homologue arménien Armen Sargsyan a indiqué le département des relations publiques du bureau du président de la République d'Arménie.
Dans cette lettre, le Président chinois Xi Jinping présentait en son nom ainsi qu'au nom de son épouse Peng Liyuan, un prompt rétablissement au Président arménien Armen Sargsyan ainsi qu'à son épouse, Nune Sargsyan. Il y a quelques jours à Londres, lors d'une opération chirurgicale au pied, les tests avaient révélé que le Président Armen Sargsyan était positif au coronavirus.

Krikor Amirzayan

17.Les Nouvelles d'Arménie
12 Janvier 2021

Relier la Turquie à l'Azerbaïdjan par voie ferrée via l'Arménie coûtera environ 430 millions de dollars selon un expert azéri



https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=74659

Selon Vusal Ghasimli le directeur exécutif du Centre pour la réforme économique et l'analyse de la communication de l'Azerbaïdjan, le coût de la construction d'un chemin de fer pour relier l'Azerbaïdjan à la Turquie par l'Arménie et le Nakhitchevan est estimé à 434 millions de dollars.
Selon lui, il s'agit du chemin de fer Kars-Nakhichevan-Meghri-Zangelan-Bakou qui devrait d'abord relier l'Azerbaïdjan au Nakhitchevan, écrit Interfax.az.
V. Ghasimli a déclaré que l'Arménie, en utilisant les opportunités de l'Azerbaïdjan, peut établir des liaisons de transport avec la Russie dans deux directions : Gyumri-Nakhichevan-Meghri-Bakou, Ijan-Kazakh-Bakou.

« Compte tenu du fait que le tronçon Kars-Gyumri peut être construit, selon des sources étrangères, le coût du projet de construction de la voie ferrée Kars-Gyumri-Nakhichevan--

Meghri-Bakou sera d'environ 434 millions de dollars » a déclaré V. Ghasimli.

À la suite d'une réunion trilatérale entre le Premier Ministre arménien Nikol Pachinian et les présidents russe et azéri Vladimir Poutine et Ilham Aliv à Moscou le 11 janvier, un groupe de travail conjoint a été créé pour débloquer tous les liens économiques et de transport dans la région. Le groupe de travail tiendra sa première réunion le 30 janvier. D'ici le 1er mars, Erevan, Bakou et Moscou présenteront le calendrier des travaux nécessaires au transport à travers l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Le groupe de travail trilatéral d'Arménie sera dirigé par le Vice-Premier Ministre Mher Grigoryan.

Krikor Amirzayan

18.Les Nouvelles d'Arménie
13 Janvier 2021

Une paire de chaussures de football aux motifs Arméniens atteint un montant record de 40 300 dollars à la vente aux enchères au profit du Fonds Arménien

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=74647

Une paire de chaussures de football de la ligue supérieure de football des Etats-Unis (NFL) peintes aux motifs arméniens et qui fut mise aux enchères fut vendue à 40 300 dollars. La totalité de la somme sera transférée au Fonds Arménien. Une œuvre humanitaire à l'initiative de la NFL et qui a trouvé ainsi un écho très favorable. Cette vente en ligne d'une paire de chaussure de la NFL est une vente-record selon les organisateurs. L'engouement du public étant exceptionnel pour ces chaussures se football aux motifs Arméniens a indiqué Berdj Nadjarian le concepteur de cette vente qui est le directeur administratif de l'équipe de New England Patriots.

Krikor Amirzayan

18.Les Nouvelles d'Arménie

14 Janvier 2021

Igor Popov commente l'article de Pashinyan – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

Igor Popov commente l'article de Pashinyan

Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

La réponse du coprésident russe du groupe de Minsk de l'OSCE, l'ambassadeur itinérant du ministère russe des affaires étrangères Igor Popov, à la question des médias concernant l'article du Premier ministre arménien Nikolay Pashinyan "Les origines de la guerre de 44 jours

Question : Le Premier ministre arménien N.V.Pashinyan a publié l'article « Origines de la guerre des 44 jours ». Il indique que les propositions russes sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh ne touchaient pas au statut du Haut-Karabakh et se réduisaient seulement à la question du retour de sept districts en Azerbaïdjan. Pourriez-vous dire quelques mots sur l'essence des propositions russes ?

Réponse : Les propositions russes font probablement référence au plan de règlement par étapes, dont la dernière version a été remise aux parties en juin 2019 par les coprésidents du

groupe de Minsk de l'OSCE.
Ce plan, qui coïncide largement avec le document de Kazan, est basé sur les principes de base du RHK (Règlement du Haut Karabakh), y compris le retour de cinq districts en Azerbaïdjan dans la première phase et de deux dans la seconde, et – permettez-moi de le souligner – en conjonction avec la détermination du statut du Haut-Karabakh. Parmi les autres éléments de la première étape reflétant les intérêts d'Erevan figurent la reconnaissance des droits du Haut-Karabakh prévoyant la pleine vie de sa population, la participation des représentants du Haut-Karabakh aux réunions de l'OSCE, la levée du blocus, l'ouverture des frontières, l'adoption d'engagements par les parties de ne pas recourir à la force, etc. C'est pourquoi la déclaration selon laquelle la Russie a suggéré de rendre sept districts « pour rien », d'oublier le statut et de se calmer ne correspond pas à la réalité.
Quant aux options pour résoudre le statut final du Haut-Karabakh, les propositions qui se trouvaient sur la table des négociations ces dernières années envisageaient comme objectif ultime, je cite « la détermination du statut juridique final du Haut-Karabakh par un vote populaire sous les auspices de l'ONU ou de l'OSCE, dans un délai convenu par les parties, exprimant la libre expression de la volonté de la population du Haut-Karabakh et ayant un caractère juridiquement contraignant conformément aux normes et principes du droit international. A ce stade, la formulation de la ou des questions soumises au vote ne sera en aucune façon limitée, et tout résultat du vote sera respecté par les parties ». Au fait, la largeur et le statut du corridor de Lachin qu'il a également été proposé de ne considérer qu'au deuxième stade, compte tenu du retour en Azerbaïdjan des districts de Kelbajar et de Lachin.
Ni la partie arménienne ni la partie azerbaïdjanaise n'ont rejeté ces propositions, bien qu'un accord complet n'ait pu être atteint, mais surtout, les négociations ont été menées sur une base régulière. Jusqu'en 2018, date à laquelle Erevan a proposé de nouvelles approches.

19.Les Nouvelles d'Arménie

14 Janvier 2021

La Turquie inquiète de la nomination Brett McGurk au sein du Conseil (...) – Nouvelles d'Arménie en Ligne (armenews.com)

La Turquie inquiète de la nomination Brett McGurk au sein du Conseil national de

sécurité américain

Le président américain Joe Biden a nommé Brett McGurk, partisan convaincu de la présence militaire américaine en Syrie et détracteur acharné du gouvernement turc, au poste de coordinateur pour le Moyen-Orient au sein du Conseil national de sécurité.

M. McGurk, un vétéran de la sécurité nationale qui a servi à divers titres sous les administrations démocrates et républicaines successives, a fréquemment critiqué le gouvernement turc pour son rôle en Syrie et ses politiques régionales plus larges.

McGurk a quitté son rôle d'envoyé américain auprès de la coalition internationale de lutte contre le groupe de l'État islamique (IS) fin 2018 suite à la décision du président Donald Trump de retirer les troupes américaines du nord de la Syrie.
Les responsables turcs ont longtemps considéré McGurk avec suspicion du fait de son rôle dans le renforcement du partenariat entre les forces américaines et les Forces démocratiques syriennes (SDF) à dominance kurde, dirigé par la milice YPG – une ramification syrienne du PKK basé en Turquie.
En 2017, le ministre turc des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu avait ouvertement demandé l'éloignement de McGurk. « Brett McGurk, l'envoyé spécial des États-Unis dans la lutte contre Daesh [IS], soutient clairement et définitivement le PKK et le YPG. Il serait bénéfique que cette personne soit changée », avait déclaré M. Cavusoglu à l'époque.